



Message du Président de l'UNIR MN

aux filles et fils de la Patrie,

aux acteurs de la transition et,

au Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT)

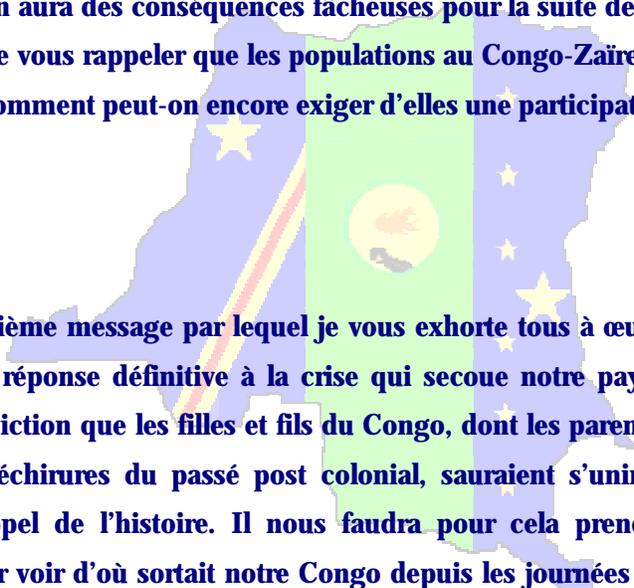
(paru à Kinshasa dans le journal «Le Potentiel», édition n° 3239 du vendredi 10 octobre 2004)

Mes très chers compatriotes,

Filles et fils de la Patrie,

J'ai été profondément sensible à l'accueil que vous avez réservé au message que je vous ai adressé le 17 septembre 2004 par voie de presse et, au nom de l'UNIR MN, je tiens à vous exprimer toute ma reconnaissance. Au moment où notre pays est plongé dans une misère sociale apocalyptique, c'est votre patience qui frappe les esprits. Et aucun être humain digne n'osera faire de commentaires tant

vosre lutte pour la survie quotidienne a quelque chose d'émouvant et apparaît aux yeux de tous comme une forme suprême de résistance à l'oppression. Nous ne pouvons que nous incliner et vous rendre un vibrant hommage. Et mon inquiétude est pour dire aux acteurs de la transition de prendre garde : votre gestion des affaires de l'Etat a généré une détérioration sensible du climat politique, marqué de surcroît par un malaise social croissant. Les populations ne ressentent aucune amélioration, même timide, de leur situation sociale. Aussi, faute d'un minimum vital (et j'insiste sur le minimum vital) des millions de nos concitoyens se sentent abandonnés par l'Etat. Le sentiment d'un tel abandon aura des conséquences fâcheuses pour la suite de choses si l'on y prend pas garde. Il est superflu de vous rappeler que les populations au Congo-Zaïre sont, depuis longtemps, laissées pour compte. Comment peut-on encore exiger d'elles une participation active dans la chose publique ?

A map of the Congo-Zaire region is shown in the background, overlaid with a semi-transparent flag. The flag features a green field with a yellow sun and a white bird, and a blue field with yellow stars. The map is colored in shades of blue and green.

Ce deuxième message par lequel je vous exhorte tous à œuvrer, ensemble et dans l'entente, pour trouver la réponse définitive à la crise qui secoue notre pays, traduit mon souci de dire au monde ma conviction que les filles et fils du Congo, dont les parents avaient su mettre fin tant bien que mal aux déchirures du passé post colonial, sauraient s'unir dans un élan patriotique pour répondre à l'appel de l'histoire. Il nous faudra pour cela prendre suffisamment de champ de perspective pour voir d'où sortait notre Congo depuis les journées incertaines de 4 et 5 janvier 1959 jusqu'à la fin de cette gigantesque lutte de sa décolonisation en 1960 et la période difficile des années de turbulence qui la suivirent et (qui a vu notamment la disparition tragique du plus illustre des pères de notre indépendance) pour comprendre qu'il nous faut un engagement décisif massif pour faire face à l'aventurisme politique de certains de nôtres qui menace l'existence de notre patrie.

Mes chers compatriotes, j'ai longuement et profondément réfléchi sur le sens qu'il convient de donner à l'intervention de la Communauté internationale au Congo-Zaïre ces dernières années. La Communauté internationale est fortement engagée (politiquement et financièrement) dans le processus de pacification et de reconstruction de notre Congo-Zaïre. Cet engagement ne peut se réaliser qu'en appui des efforts décisifs congolais. Pourquoi gâchez-vous l'énorme opportunité qu'elle vous a accordée pour reconstruire notre pays ? La MONUC et le CIAT n'assisteront pas indéfiniment notre pays. Vous avez l'obligation de vrais résultats. Aussi je vous invite à distinguer les recommandations de la Communauté internationale (prises sur la base de l'accord global et inclusif) de leur faisabilité dont l'appréciation n'incombe qu'aux seuls acteurs de la transition.

Palliant le manque d'impulsion politique de la part des autorités présidentielles, le CIAT

(alors qu'il n'est institué que pour accompagner la transition) joue le rôle de locomotive dans les avancées essentielles de la transition. Et lorsqu'il exprime sa position, à juste titre, sur la tenue des élections, il ne fait aucun doute qu'il vous invite à mettre tout en œuvre pour que celles-ci aient lieu. Mais il souligne, toutefois, que de véritables défis doivent être relevés préalablement à l'organisation de l'élection qui n'est pas un gage de démocratie. Ce qui surprend, c'est le fait d'entendre des plus grands dignitaires de la transition d'affirmer sans retenue, devant le plus grand forum des nations, la tenue des élections générales libres, démocratiques et transparentes dans le temps imparti. De telles absurdités ou du moins de telles positions démagogiques ne relèvent-elles pas de l'obscurantisme visionnaire, de l'inculture politico-juridique constitutionnelle ou simplement de l'irresponsabilité politique ? Mes chers compatriotes, Si l'on prend la peine de jeter aujourd'hui un regard sur la façon dont est conduite la politique de la République Démocratique du Congo depuis la mise en place de la transition, on ne peut faire autrement, en présence de la compromission, de la maladresse continuelle et incompréhensible de certains de nos hommes politiques et non des moindres, que de se prendre la tête entre les mains et de s'abandonner tout simplement au désespoir, ou bien, soulevé par une ardente indignation, « de partir en guerre » contre une certaine classe politique congolaise. Quelle déchéance !

La situation en RDC est plus que fragile. L'analyse objective qu'en fait bon nombre d'experts internationaux, quant à la tenue des élections, ne semble cependant pas refléter les véritables réalités qu'on peut observer dans le jeu pernicieux des forces en présence.

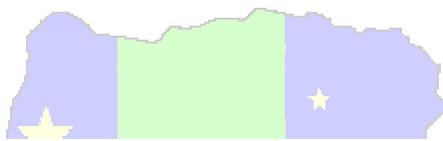
La tenue des élections est devenue le seul leitmotiv qui sous-tend désormais la promesse politique de l'Exécutif de la transition à respecter les échéances convenues. Ces élections constituent actuellement un faire valoir pour un régime **aux abois**, et qui voudrait s'attirer les sympathies de la Communauté internationale alors même que tout porte à croire que lesdites échéances se limiteront à une véritable mascarade. En effet, des élections sérieuses ne peuvent avoir lieu dans la RDC contemporaine et ceci pour plusieurs raisons dont on rapportera principalement deux. D'une part, sur le plan de l'organisation administrative, tout est encore à faire, sinon à refaire. Les services administratifs n'ont reçu aucune sorte de commencement de formation pour disposer des aptitudes nécessaires à la préparation de consultations sérieuses. Elle ne peut donc s'engager que dans des approximations dont on ne manque de percevoir le réel et final bénéficiaire. Le Parlement, en dépit de l'obstruction du gouvernement, fait progresser, tant bien que mal, la législation relative au scrutin, mais beaucoup reste à faire. D'autre part, dans un pays énorme, avec des moyens de communication physique très limités, dont on ne connaît pas exactement le nombre d'habitants ni où ils se trouvent, (on peut juste se baser sur un recensement qui remonte à 19 ans alors qu'il y a eu d'énormes

déplacements de populations à cause des conflits ethniques et des guerres qui ont affecté le pays et ses voisins) par quel miracle peut-on organiser d'ici juin 2005 des élections crédibles ? La RDC doit à ce titre faire face à de sérieuses difficultés en termes de recensement de la population, exercice dont on ne mesure pas la réelle difficulté, mais dont la dangerosité se décline au regard des populations à statut non clarifié pour nationalité indéterminée, alors même qu'elles résident sur le territoire congolais. On peut ajouter à cela l'obstruction systématique de certains Etats impliqués dans la crise congolaise et qui, chose fort déplorable, ont acquis un droit de regard et même d'intervention dans un pays comme le Congo-Zaïre.

Le recensement des électeurs est essentiel pour que les scrutins soient libres et équitables puisqu'il permet, d'une part, la détermination du nombre de sièges par circonscription et, de l'autre, l'identification individuelle des personnes ayant le droit de participer aux scrutins. C'est une des opérations pré-électorales les plus onéreuses et les plus fastidieuses. Alors que l'état civil au Congo-Zaïre est largement sinistré, il ressort du rapport du service juridique de l'UNIR-MN que trois options existent à ce stade : soit un recensement strictement électoral, qui prendrait environ 6 mois et ne prendrait en compte que les citoyens en âge de voter, soit un recensement administratif, qui prendrait sans doute entre 9 et 12 mois, et qui permettrait de localiser et d'enregistrer toute la population se trouvant sur le territoire de la République pour en dresser une liste générale dont on pourra extraire la liste des électeurs, soit un recensement par l'état civil couplant l'établissement de registres de la population informatisés et comportant des données bio métriques, registres dont sera extraite, comme dans l'option précédente, la liste des électeurs avec la mise en place d'une carte d'identité sécurisée, option la plus intéressante mais qui serait la plus onéreuse et qui prendrait sans doute plus d'un an.

Dans ces conditions, chacun conviendra certainement qu'une élection quelque peu différée vaut mieux qu'une élection tenue dans le temps imparti, mais qui entraîne le pays dans le chaos. Ne vaut-il pas mieux pourtant accepter ce sacrifice modeste pour éviter un sacrifice plus grand encore ? Je vous laisse méditer là-dessus. Je mets en garde les acteurs de la transition contre toute tentative frauduleuse à organiser de manière hasardeuse les élections dans la précipitation inconsidérée, et dont l'issue serait une nouvelle fois le chaos pour notre pays. Vous en porterez une lourde responsabilité et en subirez les conséquences.

L'UNIR-MN est favorable aux élections. Nous mettons seulement en évidence les risques majeurs de la tenue d'élections dans le contexte actuel d'instabilité politique et d'insécurité

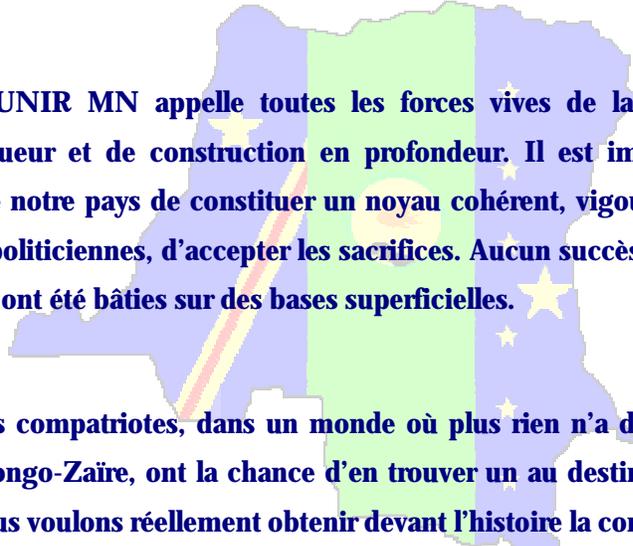


régionale. Toutefois, si les filles et fils du Congo-Zaïre, l'ensemble des acteurs de la transition et les membres de la Communauté internationale y tiennent, l'UNIR MN y participera activement. Notre résolution est de conduire sans atermoiements funestes, mais sans précipitation inconsidérée, notre pays à la démocratie dans la paix.

L'UNIR-MN est respectueuse des objectifs prioritaires de la transition que sont : le rétablissement de l'autorité et de la paix sur tout le territoire, la reconstruction d'une armée nationale, la préparation des élections et la démocratisation. Mais la situation actuelle de la RDC nous conduit à considérer qu'une période de transition politique ne doit pas n'être qu'une petite parenthèse politique sans profondeur. La transition ne doit pas être une période d'immobilisme. Une véritable transition doit permettre de remettre la République en selle. Ceci suppose que des évolutions essentielles soient amorcées du point de vue de la Statolité congo-zairoise (vocation du Congo-Zaïre à se prévaloir de la qualité d'Etat).

On ne peut en quelques semestres restaurer l'autorité de l'Etat, rétablir l'intégrité du territoire, former une nouvelle armée nationale, intégrée et doter d'une capacité de défense active et réactive, normaliser la situation diplomatique du pays, poser de nouveaux jalons solides à la relance de l'économie nationale, organiser rapidement des élections et créer les conditions d'un jeu démocratique qui pourrait alors se dérouler dans la transparence et dans une conjoncture propre à la préservation de la paix sociale et politique.

Sous ce rapport, une transition biennale paraît irrecevable. Il convient de se rendre à une évidence. L'improvisation ne peut garantir un retour sûr et durable de la paix et de l'Etat de droit en RDC. Il s'agit donc d'éviter de procéder par amateurisme, ou encore d'y aller avec la légèreté qui caractérise la précipitation. La reconstruction doit se conduire dans la rigueur, la sérénité et la plus grande transparence. Les conditions d'une participation collective des forces vives de la nation doivent être réunies. Il ne s'agit pas simplement de créer des institutions nouvelles sans leur laisser le temps de s'acclimater dans un cadre d'action continu et cohérent. Le sérieux de la dynamique de transition doit se traduire dans sa durée optimale. La durée du mandat pour la transition ne doit être ni trop longue, sous peine d'usure, ni trop courte, sous peine d'instabilité. Croire que 4 petits semestres suffiraient pour assurer le nettoyage des blessures et des frasques de la longue période trouble que traverse notre pays depuis 1997 c'est manquer de vision dans les orientations de notre avenir. L'UNIR MN refuse l'amateurisme, l'aventurisme et l'improvisation. Notre ambition est de marquer le retour à la stabilité politique du sceau de la renaissance. Il s'agit de poser de robustes jalons qui pourront éviter qu'un jour, la République ne sombre à nouveau, aussi facilement qu'on a déjà eu l'occasion de la constater, dans le chaos. C'est pour garantir de telles bases solides à la



transition que l'UNIR MN appelle toutes les forces vives de la Nation à s'inscrire dans une démarche de rigueur et de construction en profondeur. Il est impérieux pour la réussite de la reconstruction de notre pays de constituer un noyau cohérent, vigoureux, qui ne s'use pas dans les vaines querelles politiciennes, d'accepter les sacrifices. Aucun succès durable ne saurait être attendu d'institutions qui ont été bâties sur des bases superficielles.

Mes chers compatriotes, dans un monde où plus rien n'a de sens, ceux qui, comme nous, filles et fils du Congo-Zaïre, ont la chance d'en trouver un au destin de leur nation doivent tout lui sacrifier. Et si nous voulons réellement obtenir devant l'histoire la consécration d'une grande mission sacrée en faveur de notre peuple, nous devons, pleinement et douloureusement être conscients de la véritable situation existentielle des filles et fils du Congo-Zaïre sur terre et surtout dans notre espace régional, entreprendre avec courage et clairvoyance la lutte contre l'inconscience et l'incapacité qui ont guidé jusqu'à présent la gestion de la politique de notre pays. Quand un pays de soixante millions d'hommes, comme le nôtre, voit sa subsistance garantie par l'étendue de son territoire, il est néanmoins nécessaire encore de penser assurer avant toute chose la sécurité de celui-ci. Celle-ci résulte de la puissance politique d'ensemble de l'Etat, puissance qui est directement fonction de la valeur de ses hommes politiques, de la valeur militaire de sa situation géographique et de sa capacité administrative et institutionnelle. Aujourd'hui, notre première mission doit consister d'abord à rendre à notre pays la puissance que possède un Etat fort et libre ; la renaissance d'un tel Etat au Congo-Zaïre est la condition préalable et nécessaire qu'il faille remplir pour pouvoir engager le pays dans le processus de démocratie électorale afin que le pouvoir soit dévolu de manière pleinement légitime. On doit, pour cela, supprimer les causes de notre effondrement, anéantir ceux qui en tirent avantage, éliminer impitoyablement toutes vellétés de divisions intérieures, bref toutes les autres considérations quelles qu'elles soient. Et cette action est la seule qui devant la providence et notre postérité congo-zairoise, justifie notre opposition à la démarche politique actuelle, et justifiera toute action légitime que l'UNIR-MN mènera dans l'avenir pour permettre à notre patrie de retrouver sa dignité.



Frédéric BOYENGA BOFALA
Président de l'UNIR MN

www.unir-mn.org